

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/195

2 juin 1999

(99-2212)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Approche communautaire concernant l'accès aux marchés en franchise de droits pour les pays les moins avancés

Communication des Communautés européennes

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 28 mai 1999.

1. Il faudrait que le nouveau cycle de négociations profite aux pays en développement et les aide à s'intégrer dans le système commercial multilatéral grâce à l'intensification des courants d'échanges et des flux d'investissement. Il conviendrait de porter une attention particulière aux problèmes spécifiques des pays les moins avancés. Cela valait déjà dans le cadre du GATT et reste vrai pour ce qui est des règles de l'OMC. À ce sujet, des efforts importants ont été consacrés aux pays les moins avancés au cours des deux précédentes conférences ministérielles de l'OMC. Nous devons veiller à ce que l'élan se maintienne pendant la prochaine Conférence ministérielle et au-delà.
2. L'amélioration de l'accès aux marchés est la pierre angulaire de toute politique efficace visant à intégrer les pays les moins avancés dans le système commercial mondial et à leur assurer de meilleures chances de bénéficier des avantages de la libéralisation. L'Union européenne est convaincue de la nécessité d'engager une action résolue en faveur de l'accès aux marchés pour les pays les moins avancés.
3. Les CE se sont engagées, dès la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur des pays les moins avancés, en octobre 1997, à offrir un régime de franchise de droits pour l'essentiel des produits provenant des pays les moins avancés. À l'OMC, nous avons à maintes reprises invité les autres pays développés à ouvrir autant que nous leurs marchés et à offrir un accès aux marchés comparable aux produits des pays les moins avancés. Les CE ont également demandé aux pays en développement les plus avancés d'envisager de contribuer à cet effort. Au Symposium de haut niveau sur le commerce et le développement, qui s'est tenu en mars 1999, Sir Leon Brittan, Vice-Président de la Commission européenne chargé de la politique commerciale, a renouvelé l'invitation faite à tous les pays industrialisés et a précisé que l'on devrait prendre un engagement dans ce sens dès la Conférence de Seattle.
4. Les CE proposent que les Ministres des Membres de l'OMC qui se réuniront à Seattle à la fin de novembre 1999 pour la troisième Conférence ministérielle de l'OMC prennent l'engagement d'assurer, au plus tard à la fin du nouveau cycle de négociations, l'accès aux marchés en franchise de droits pour l'essentiel des produits exportés par les pays les moins avancés.

Les pays en développement les plus avancés devraient également s'engager à participer à cet effort. Ils devraient envisager de contribuer à améliorer les possibilités d'accès aux marchés des pays les moins avancés, en particulier en s'appuyant sur les mesures très importantes de libéralisation adoptées de manière autonome par de nombreux pays en développement.

5. Si elle est adoptée par les Membres de l'OMC, la proposition des CE pourrait en elle-même représenter une contribution majeure à l'établissement de conditions préférentielles d'accès aux marchés en faveur des pays les plus pauvres. L'OMC constate en effet que les exportations des PMA sont dirigées vers 23 principaux marchés, essentiellement des pays développés; 60 pour cent vont vers l'Union européenne, le Japon et les États-Unis, et 34 pour cent sont destinés aux marchés émergents de l'Amérique latine, de l'Asie de l'Est et du Sud-Est et de l'Afrique australe.¹

6. L'engagement contracté à Seattle pourrait être mis en œuvre par le biais de mesures autonomes, en particulier dans le cadre de schémas SGP, ou de régimes bilatéraux et/ou multilatéraux, et des consolidations de droits devraient aussi être envisagées s'il y a lieu.

7. Cet engagement serait mis en œuvre progressivement, pour une échéance coïncidant avec la fin du cycle des négociations, soit trois ans après son lancement. L'élimination définitive des droits sur les produits exportés par les pays les moins avancés augmenterait en particulier leurs chances de gagner des parts de marchés pour les produits pour lesquels ils sont le plus compétitifs.

8. Les Ministres pourraient approuver cette mesure de libéralisation dès la Conférence de Seattle, au moment du lancement du nouveau cycle de négociations. En ce sens, plutôt que de résulter d'un échange de concessions, l'engagement reposerait sur le principe du traitement spécial et différencié énoncé dans la Partie IV du GATT.

9. Cette proposition concernant l'accès aux marchés en franchise de droits pour les pays les moins avancés ne sera nullement la seule que les CE entendent faire au sujet des questions intéressant les pays en développement Membres de l'OMC. Les CE présenteront des propositions spécifiques concernant d'autres éléments, à savoir les contraintes au plan de l'offre qui pèsent sur les pays en développement, lesquelles font l'objet d'un examen dans le cadre de la préparation de la troisième Conférence ministérielle qui doit se tenir à Seattle.

¹ Document de l'OMC WT/COMTD/LDC/W/11/Rev.1 du 14 décembre 1998.